Les palestiniens de 1948 : de l’oppression à la résistance

le 29/8/2010 10:10:00 (1481 lectures)

Soixante ans après la Nakba (la catastrophe en arabe- destruction de 500 villages et expulsion de 800 000 Palestiniens), les Palestiniens de 48, ceux qui vivent aujourd’hui dans les territoires occupés par Israël en 1948 , traversent une période des plus critiques de leur histoire. Les déclarations à leur encontre, émanant des dirigeants israéliens, se multiplient. Il n’existe pas en Israël de courant qui se situe hors de cette volonté politique d’élimination des Palestiniens.

Le sionisme s’est édifié dans la négation du peuple palestinien et les seules options qui ont prévalu historiquement dans la gestion des palestiniens sont le « transfert » (expulsion), l’apartheid ou le génocide. L’objectif de la politique sioniste reste le même, quelque soit la stratégie adoptée, qui est de fonder un Etat ethniquement pur pour les Juifs. La « démocratie israélienne » portée aux nues par les médias européens et américains n’est rien d’autre dans son essence que le racisme institutionnalisé de la suprématie juive. Les Palestiniens de 48 sont clairement perçus par les dirigeants israéliens comme une « menace stratégique ».

Dans le cadre du contexte général d’apartheid envers les Palestiniens de 48, la politique de « transfert » n’a pas disparu, elle a simplement revêtu de nouveaux habits. L’expulsion a pris la forme de la judaïsation des villes et des quartiers palestiniens. Car Israël mène une bataille démographique contre les Palestiniens, une bataille de

purification ethnique. Cette politique de judaïsation s'est accélérée partout en Palestine de 48 ces dernières années. Elle est menée aux moyens de l'extension des colonies, de la construction du mur, du refus de délivrer des permis de construire aux Palestiniens, des démolitions de maisons et de villages entiers dans le Naqab, de l'interdiction du regroupement familial, et enfin d'obligation de reconnaître le caractère juif de l'Etat d'Israël pour faire valoir un certain nombre de droits. C'est à Al Quds que la menace est la plus grande, les sionistes redoublant d'énergie pour effacer le caractère arabo-musulman de cette ville et en chasser les Palestiniens qui y vivent depuis des générations.

L'oppression subie par les Palestiniens de 48 les conduit aujourd'hui à une mobilisation de tous les instants et à la résistance. La lutte de libération palestinienne, menée initialement par les réfugiés, a vu son centre de gravité se déplacer dans les années 80 vers les territoires occupés (Gaza-Cisjordanie) et gagner progressivement depuis les années 2000 les Palestiniens vivant en Israël. La seconde Intifada a ainsi pris naissance à Al Quds. Et depuis les actes de résistance se sont multipliés en Palestine de 48 et la population se mobilise quotidiennement pour revendiquer son arabité, défendre ses droits, empêcher les expulsions, les déportations et les destructions de maisons, manifester sa solidarité envers ses frères de Cisjordanie et de Gaza et sauver Al Quds. La force de ce mouvement populaire, l'unité de ses dirigeants et ses liens avec les organisations de la résistance dans toute la Palestine, mais aussi dans le monde arabe et au niveau international, effrayent au plus au point les dirigeants sionistes.

La répression a augmenté dramatiquement et plus de 1000 jeunes palestiniens des territoires de 48 ont été interrogés par le Shin Bet après les massacres de Gaza au cours de l'hiver 2008-2009. Tous les responsables des organisations politiques palestiniennes en territoires de 48 (partis et associations)

sont particulièrement visés. Depuis trois ans Asmi Bishara, le dirigeant du rassemblement démocratique, a été accusé d'espionnage pour le compte du Hezbollah et forcé à l'exil. Pour les mêmes raisons, Ameer Makhoul, président du comité populaire pour la défense des libertés politiques en Palestine occupée en 1948, et Omar Saïd, du mouvement Abna el Balad, ont été kidnappés, soumis à la torture et maintenus en détention depuis le début du mois de mai dernier. Le Sheikh Raed Salah, dirigeant du Mouvement Islamique de l'intérieur, a été arrêté le 25 juillet dernier pour son action visant à la protection d'Al Quds face à la colonisation sioniste en cours et aux agissements des colons extrémistes. Un membre palestinien du parlement israélien (Knesset) Mohammed Barakeh a reçu un éclat de grenade sonore dans la jambe alors qu'il essayait de protéger des manifestants contre les agressions des forces israéliennes dans le village de Bilin en Cisjordanie. Said Nafa, un autre député palestinien s'est vu retirer son immunité parlementaire à cause d'une visite en Syrie. Enfin la députée Hanin Zoabi vient d'être démise de ses privilèges parlementaires (voyager à l'étranger, passeport diplomatique et assistance juridique en cas de procès). Les sionistes lui reprochent sa participation fin mai dernier au convoi humanitaire maritime qui tentait de briser le blocus de Gaza et qui fût sauvagement attaqué par l'armée israélienne assassinant neuf militants turcs.

Mais la résistance continue, toujours plus unie face à l'oppression. Cette unité s'exprime aujourd'hui dans la bataille contre la déportation des militants et combattants palestiniens, notamment quatre députés au Conseil Législatif Palestinien, issus de la ville d'Al-Quds . Elus en janvier 2006, quand le mouvement de la résistance islamique Hamas gagna les élections sur un programme de lutte et de résistance à l'occupation, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah, Muhammad Abu Tayr et l'ancien ministre, Khaled Abou Arfeh avaient été kidnappés en 2006 par l'occupant lors de la rafle ayant visé une soixantaine de députés et ministres du Hamas, en vue de

décapiter la nouvelle direction palestinienne. Libérés de prison récemment, les quatre personnalités ont immédiatement reçu un avis de déportation. Refusant cette déportation, Abu Tayr a été de nouveau arrêté. Pour éviter la déportation, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah et l'ancien ministre Khaled Abou Arfeh se sont quant à eux réfugiés dans les locaux de la Croix-Rouge à al-Quds, l'ONU ayant refusé de leur porter assistance et dévoilant une fois encore sa collaboration avec l'occupant. En une dizaine de jours, de larges secteurs du peuple palestinien, venant de toute la Palestine occupée ou en exil, toutes tendances politiques confondues, se sont mobilisés autour de leurs dirigeants menacés de déportation. Ce nouvel épisode de la résistance populaire se situe à l'intersection de deux batailles: l'une contre la déportation des Palestiniens, l'autre concerne le maintien du caractère arabe et palestinien d'al-Quds.

Les Palestiniens de 48 font désormais entendre leurs voix, celle de la liberté, de la justice et de l'indépendance. La bête immonde tremble maintenant car elle sait instinctivement qu'une révolution associant les Palestiniens de 48 aux autres composantes du peuple palestinien augure de sa mort prochaine et de la libération de toute la Palestine historique.

La victoire du peuple palestinien est proche. C'est pourquoi le Comité Action Palestine qui œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine, renouvelle son appel à défendre les principes qui fondent son action politique :

– La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
– Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.
– La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

– La libération de tous les résistants emprisonnés.

Comité Action Palestine
juillet 2010